moyen de mettre fin au système, surtout lorsqu'il s'agit des corporations municipales, c'est de leur enlever le droit d'accorder des bonus. Il y a un bill à cet effet maintenant devant la Législature et il faut espérer qu'il sera sérieusement discuté.

Les bonus étant supprimées, les entreprises industrielles et commerciales iront où se trouvent les avantages naturels; et les grandes villes comme Montréal, n'auront plus à souffrir de la concurrence factice de petites municipalités qui se ruinent sous prétexte de se faire grandes, comme la grenouille de la fable.

BUSINESS.

DERNIER MOT

Le dernier mot de la Science Médicale: Le BAUME RHUMAL contre les rhumes chroniques, la toux, l'enrouement. Une dose arrête le mal. Les doses suivantes tuent les germes. 15

CE MONOPOLE

Le *Globe* revient à la charge au sujet de la convention entre la Standard Oil Trust et les chemins de fer pour écraser les petits propriétaires de puits à pétrole d'Ontario, dans le but définitif de pressurer le consommateur canadien à loisir. "Quand les chemins de fer, dit le grand journal, entreprennent d'encourager un monopole en imposant une taxe sur le produit étranger, les Canadiens qui souffrent depuis si longtemps doivent se révolter." Cependant le gouvernement Laurier continue à prélever une taxe de 63 pour cent sur ce "produit étranger," et encourage lui aussi le monopole.

Est-ce là le libre échange qu'on nous avait promis?

LIBÉRAL.

L'avenir de la Race

Nous reproduisons de l'*Ouest Canadien*, un article qui doit donner à réfléchir :

La grande préoccupation de ceux qui prennent intérêt à la cause de la colonisation et du rapatriement de nos compatriotes émigrés aux États-Unis, dans tout le Territoire Canadien, est de diriger ce courant d'immigration et de rapatriement vers des centres déjà établis et où le Canadien-français se retrouvera parmi les siens, à l'ombre de son clocher et dans le voisinage de son école.

En effet, l'arbre canadien n'a pu se développer, se multiplier, couvrir toute l'Amérique du Nord, de ses puissants rameaux qu'en étant fidèle à ses traditions de foi et de langage.

C'est l'enseignement, la leçon de l'histoire. En 1760, abandonnés par la mère-patrie, après avoir vu le Jrapeau fleur-de-lisé repasser la mer, nos ancêtres s'étaient donnés comme but suprême à atteindre, la conservation du langage, des traditions, de la littérature, des lois, et des institutions françaises. La capitulation du 8 septembre 1763 avait assuré au peuple canadien et à ses communautés religieuses la jouissance de tous ces droits. Hélas, dès 1763, l'Angleterre, commençant à regretter sa générosité, s'est appliquée à nous dépouiller peu à peu de nos droits, de nos privilèges. Seulement la Providence veillait sur nous. Les guerres américaines de 1775 et 1812 et plus tard les troubles de 1837, avec leur sanglant dénouement, la crainte de l'invasion féniennne donnèrent à la population canadienne l'occasion de prouver à l'Angleterre, sous la conduite du clergé, sa loyauté et sa confiance dans la foi jurée. C'est uniquement par son attachement à sa foi et à sa nationalité que le Canadien-français a pu conserver intacte son individualité nationale, son caractère distinctif. Mais la lutte n'est pas terminée. Les politiciens [non les hommes d'Etat], de race britannique déplorent cet état de choses, et surtout cette dualité de langage qui est la grande ligne de démarcation entre les Anglais et les Canadiens-français. Est-ce qu'au fond, les écoles séparées du Manitoba n'ont pas été supprimées au prix d'un viol de la constitution, parce qu'elles étaient canadiennes-françaises?

Ceci convaincra nos lecteurs que nous sommes ici dans la position où se trouvèrent nos ancêtres en 1760. Il leur fallu pour se conserver intacts, distincts des autres nations, une énergie cons-